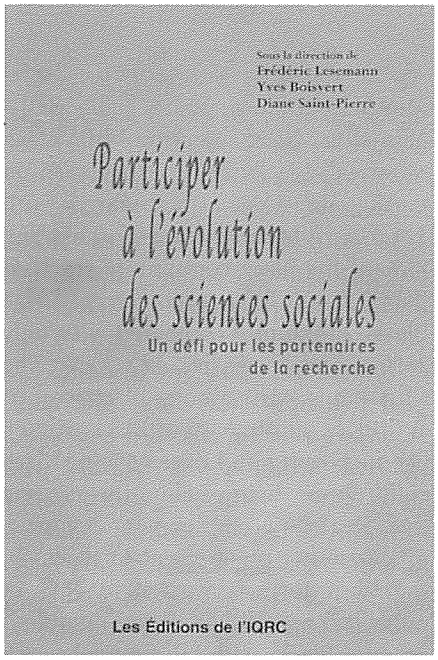
REVUE PAR Grégory Slogar, Directeur, Communications et Programmes de l'AEC

PARTICIPER À L'ÉVOLUTION DES SCIENCES SOCIALES :

Un défi pour les partenaires de la recherche

Sous la direction de Frédéric Lesemann, Yves Boisvert et Diane Saint-Pierre
Les Éditions de L'IQRC (2001), 130 pages



Cette plaquette regroupe les communications présentées lors du 20 anniversaire de l'Institut National de Recherche Scientifique – Culture et Société et aborde l'importante question des pratiques et des finalités de la recherche.

D'entré de jeu, Lesemann lance le débat : 'de plus en plus intégrés à l'action publique gouvernementale, les nouveaux savoirs issus de l'évolution des sciences sociales perdent-ils de leur 'objectivité' et, corollairement, l'identité professionnelle, bâtie autour des disciplines et de la recherche 'fondamentale', de ceux et celles qui les produisent s'en trouve-t-elle menacée?'

Ce livre vient jeter de l'eau au moulin de ceux qui palabrent sans fin sur la sacro-sainte liberté académique. Il met en cause les façons de faire traditionnelles et invite la communauté universitaire à ce regarder le nombril. Le tout sans exclure la réflexion des partenaires de recherche et des organismes subventionnaires.

Le première partie s'ouvre sur un texte de Paul Bernard. En gros, celui-ci affirme que : 'la connaissance est trop complexe, trop importante, trop large pour qu'on tente de l'enfermer dans des formules qui renvoient à la logique bureaucratique et qui ne peuvent que restreindre l'innovation.' En fait, l'auteur s'oppose ici à l'instrumentalité de l'université.

Gille Gagné va encore plus loin dans sa critique de la recherche appliquée en science sociale et l'intégration à l'action publique des nouveaux savoirs. Il se fait nostalgique lorsqu'il affirme que : 'l'essentiel de la recherche en sciences humaines et sociales est encore le fait de l'université, une institution qui hier encore n'avait rien à voir avec l'infinité des 'problèmes', des 'milieux' et des 'organisations' où nous invitons maintenant 'la recherche' à aller faire son recyclage ... L'infinité des paradigmes orphelins de 'la recherche' nous cache la radicale perte de pertinence sociétale de ce savoir qui brandit son associations aux organisations ... pour nous assurer qu'il est encore le 'savoir de quelque chose'.'

Il me semble que l'attitude de Léon Bernier, qui invite les chercheurs à une démarche de partage dans l'élaboration du savoir est plus constructive.

Patrice Ouellet propose de brouiller les frontières institutionnelles, de multiplier les relais de transmission de la connaissance et de faire tomber les barrières entre les praticiens et les producteurs de savoir scientifique. 'Les partenaires sociaux concernés, particulièrement les autorités publiques, le secteur associatif et le monde de la recherche, devront par conséquent réinventer leurs modes de coopération et d'échanges' fait-il valoir.

Les organismes 'subventionnaires' sont-ils des partenaires actifs de la recherche? Voilà l'objet de la deuxième partie de cet ouvrage. À juste titre, Camil Bouchard reconnaît, sans enthousiasme, le rôle des organismes subventionnaires dans le processus de production de la connaissance.

Sylvie Dillard se dit quant à elle 'convaincue de la nécessité d'une interaction plus fructueuse entre les millieux de développement des connaissances, et les milieux de pratique ou de développement de politiques'.

Malgré qu'elle s'inquiète du contrôle structurant des organismes subventionnaires sur le processus de production de la connaissance, Madeleine Gauthier fait preuve de réalisme lorsqu'elle affirme : 'l'influence des organismes subventionnaires sur l'orientation de la recherche s'impose donc avec d'autant plus de pertinence que les chercheurs n'ont plus les moyens de s'en passer'.

La question que pose cette partie est celle de l'acceptation ou non des conditions actuelles qui structurent le processus de production du savoir. Elle réaffirme une fois de plus (une fois de trop?) la persistance nostalgique de la dichotomie traditionnelle qui oppose les chercheurs 'engagés' et les 'purs'. Les premiers étant peints comme ceux qui se salissent (le mot est choisi) les mains.

Dans la troisième partie intitulée *l'évolution des pratiques de recherche, des cadres de travail et de la formation*, Gérald Grandmond réaffirme l'utilité de la recherche appliquée comme aide à la décision publique. Il soutient qu'il est 'permis de croire que les chercheurs et les chercheuses seront associés plus étroitement encore à la définition même des projets de recherche et que, de plus en plus, nos rapports tendront à se resserrer'.

Pour sa part, Lesemann affirme : 'pour les bailleurs de fond : gouvernement percepteurs de taxes, entreprises prétendant payer leur juste part d'impôts, citoyens payeurs, il est légitime d'attendre un 'retour sur l'investissement'.'

Le livre se termine par la contribution d'un jeune chercheur, Yves Boivert. Après avoir blâmé les ministres Legault et Rochon pour les compressions budgétaires causant un 'énorme gaspillage de talent', après avoir dénoncé la précarité, le découragement et la frustration qui affligent les jeunes chercheurs, il rejoint le camp des 'purs' et engage la bataille pour sauver la recherche des méchants partenaires corporatistes.

Le savoir ne peut jouer son rôle qu'approprié par les partenaires, incorporant leurs intérêts (économiques ou autres), reflétant leurs préoccupations et servant à l'amélioration de leur situation particulière. En clair, leur participation n'est pas désintéressée. Ce qui n'en fait pas des impurs pour autant. Si la dernière contribution de ce livre est une fidèle représentation de l'esprit qui anime la génération montante des chercheurs, on est pas sorti du bois.